

LE RESEAU CHANTIER ECOLE ILE-DE-FRANCE  
VOUS INVITE A SON EVENEMENT



# 1ER FORUM DES ACTEURS ENGAGÉS POUR L'INSERTION PAR L'AGRICULTURE URBAINE



**JEUDI 18 NOVEMBRE 2021**

DE 8H30 À 18H00

**À LA CITÉ MARAÎCHÈRE DE ROMAINVILLE**

6 Rue Albert Giry, 93230 Romainville

[contact@cultivonslaville.org](mailto:contact@cultivonslaville.org) - [www.cultivonslaville.org](http://www.cultivonslaville.org)



Cette action est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du programme Opération de développement régional de l'Île-de-France et de la région Île-de-France 2014-2020.

## Le réseau CHANTIER école Île-de-France

CHANTIER école - réseau national des Entreprises Sociales Apprenantes - rassemble les structures porteuses d'Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) en s'appuyant sur une démarche pédagogique dont l'objectif est de favoriser la progression des personnes par la formation, l'accompagnement social et professionnel et la mise au travail sur des supports de production d'utilité sociale.

L'association régionale CHANTIER école Ile-de-France, créée en 2001, s'investit dans l'accompagnement et la représentation de ses adhérents, et contribue à la professionnalisation des acteurs de l'insertion en favorisant les échanges de pratiques et des réflexions collectives. Le réseau anime des journées de sensibilisation à diverses thématiques pouvant impacter leurs structures, des sessions d'appropriation de la Formation en situation de travail (FEST) et coordonne la formation ETAIE (Encadrant Technique d'Activité d'Insertion par l'Économique).

Au regard des besoins de ses adhérents, le réseau propose un appui au développement d'activités et de partenariats, notamment dans le cadre de son partenariat avec SNCF, et un accompagnement aux porteurs de projets d'insertion. Enfin, le réseau contribue également à la valorisation des filières inclusives (agriculture urbaine, numérique, cycle...).

## Les Ateliers et Chantiers d'Insertion

Faisant partie des différentes structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE), les ACI mettent en œuvre une démarche pédagogique dont l'objectif est de favoriser la progression des personnes par la formation, l'accompagnement social et professionnel et la mise au travail sur des supports de production d'utilité sociale. Les ACI constituent souvent une première étape de réadaptation au monde du travail, adaptée aux personnes en grande difficulté. A travers des ACI, les SIAE se positionnent sur des secteurs d'activité répondant souvent à des besoins collectifs non satisfaits sur le territoire et ont ainsi été précurseurs dans plusieurs domaines tels que l'entretien de l'environnement, l'agriculture biologique ou le recyclage des déchets.

## Le projet Cultivons La Ville

Le réseau accompagne de nombreux acteurs de l'insertion qui ont investi le champ de l'agriculture urbaine, regroupés autour du projet Cultivons la Ville. Né en 2017, le projet vise à réunir, soutenir, promouvoir et appuyer le développement des ACI de la filière agricole en milieu urbain.



Investir le champ de l'agriculture urbaine offre des perspectives pour enrichir les parcours d'insertion et les compétences développées : de la production agricole à la commercialisation, la distribution et l'animation. Elle apparaît ainsi comme une activité apprenante et valorisante, ancrée dans le développement durable et l'émergence des nouveaux métiers urbains. En outre, un parcours d'insertion par l'agriculture urbaine permet à certains salariés en parcours d'insertion de valoriser des expériences antérieures, mises de côté par le fait d'habiter en ville, et à d'autres d'être sensibilisés à l'écologie et à l'alimentation durable, tout en retrouvant une confiance en soi.

Les deux premières années du projet ont permis la mise en place d'un collectif initial regroupant le réseau CHANTIER école Ile-de-France et les associations Espaces, Etudes et Chantiers IDF, Halage et Interface Formation, dans l'objectif de mutualiser les moyens et diversifier les activités d'insertion autour de la végétalisation en ville et l'agriculture urbaine.

Depuis 2019, avec le soutien de la Ville de Paris et du Fonds Social Européen, CHANTIER école Ile-de-France poursuit le projet Cultivons La Ville afin d'associer un ensemble plus large d'acteurs de l'insertion par l'agriculture urbaine en Ile-de-France. L'évolution du projet a notamment permis de faciliter l'interconnaissance et les échanges entre des SIAE expérimentées et des porteurs de projets d'insertion.

En 2021, Cultivons La Ville a mené une enquête auprès des SIAE dans le cadre d'un observatoire des ACI de la filière agricole en Ile-de-France. L'organisation de ce 1er forum des acteurs engagés pour l'insertion par l'agriculture urbaine s'inscrit dans la continuité de nos actions pour favoriser les rencontres et la coopération, donner une plus grande visibilité aux initiatives d'insertion par l'agriculture urbaine et appuyer le développement de la filière.



## CONTEXTE DE L'ÉVÉNEMENT

Les crises multiples que nous connaissons (sanitaires, sociales, économiques et écologiques) ont rendu particulièrement visibles des fractures existantes dans nos sociétés et la difficulté pour les personnes les plus précaires à satisfaire leurs besoins essentiels. Parmi les contraintes inhérentes (mal logement, précarité de l'emploi et alimentaire, fracture numérique...), la pandémie de Covid-19 a remis au cœur des préoccupations les nombreuses failles du système alimentaire et agricole français.

Les structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) s'emparent des enjeux sociétaux majeurs, à travers la création de supports de production d'utilité sociale. Parmi ces derniers, les SIAE ont investi l'agriculture, champ fondamental de l'activité humaine, y compris dans les contextes urbains denses de la métropole parisienne.

Si l'agriculture française et l'emploi agricole sont en perte de vitesse<sup>1</sup>, l'agriculture urbaine a vocation à créer de nouveaux emplois et représente ainsi un levier d'insertion professionnelle. Depuis plusieurs années, les ACI se saisissent de la richesse de ce support, contribuant à l'essor des initiatives permettant à l'agriculture de retrouver sa place en ville ou à proximité. De nombreux projets d'insertion s'articulent aujourd'hui autour des métiers liés à la production agricole et la nature en ville, de la transformation à la distribution, à l'éco-animation.

Ces initiatives d'insertion autour de l'agriculture urbaine constituent-elles pour autant une réponse plausible et souhaitable, en particulier, dans le contexte de crise écologique et du développement humain ?

Dans l'affirmative, sont-elles duplicables ? Et au-delà de leur essaimage, permettent-elles d'inventer de nouveaux modèles d'équilibre entre ressources, travail, rétribution, sentiment d'estime de soi, droits humains et sociaux, relation avec la nature ? Dans quelle mesure ces initiatives permettent-elles d'envisager de nouvelles façons de faire et de penser le monde, ce que nous avons en commun à partager et préserver ?

Au titre du projet Cultivons La Ville, CHANTIER école Île-de-France a souhaité organiser un événement dans le l'ambition de penser les questions qui interrogent les acteurs de l'insertion et de réunir un ensemble de parties prenantes autour des ACI (institutions, financeurs, aménageurs, chercheurs, le monde agricole...).

### Les objectifs de l'événement

- Interroger les modèles socio-économiques des chantiers d'insertion en agriculture urbaine et leur rôle par rapport aux enjeux de la transition sociale et écologique.
- Favoriser les rencontres entre les acteurs de l'insertion et l'écosystème d'acteurs territoriaux.
- Identifier les leviers d'actions pour accompagner le développement de la filière.
- Étudier les parcours d'insertion à travers l'agriculture urbaine et saisir les débouchés vers l'emploi.

---

<sup>1</sup> <https://www.vie-publique.fr/rapport/126866-la-place-de-lagriculture-francaise-sur-les-marches-mondiaux>

## REMERCIEMENTS

Cet événement a été organisé grâce à l'appui financier au projet Cultivons La Ville de nos partenaires la Ville de Paris, le Fonds Social Européen et la DRIEAT Ile-de-France.

CHANTIER école Île-de-France remercie vivement l'ensemble des acteurs qui ont participé au montage de cet événement, notamment les membres de son comité de pilotage - Catherine Décaux de l'association Espaces, Adrien Chomiol d'Interface Formation, Jean-Luc Lecomte de CHANTIER école national, Anouck Barcat et Anne-Cécile Daniel-Hacker de l'AFAUP, Fanny Provent et Christine Aubry de la Chaire Agricultures Urbaines d'AgroParisTech, Anne Decampenaire de la Ville de Paris, Eric Doidy de l'INRAE.

Le réseau est reconnaissant aux participants des temps collectifs qui ont eu lieu en juin et juillet 2021 qui ont permis de déterminer les tenants et les aboutissants de cet événement.

Enfin, nous remercions chaleureusement les intervenants pour leurs contributions au programme et les participants de leur présence qui ont permis la réussite de ce premier forum des acteurs engagés pour l'insertion par l'agriculture urbaine.

Au plaisir de nous retrouver lors d'un nouvel événement !

## LES PARTICIPANTS

Abeilles Aide et Entraide · ABAJAD · ABIOSOL · ACINA · ADEME · ADJB (4 Saisons) · AFAUP · AFPA · AgroParisTech · ANRU · ARILE - Jardin de Cocagne Saint-Faron  
Association AURORA - La Conciergerie Solidaire · Association Espaces · Association InvenTerre · Association Territoires · AVISE · Banque des Territoires - Groupe Caisse des Dépôts  
CARMA · CDC Habitat Social · Chambre d'Agriculture IDF · CHANTIER école · Cité Maraîchère de Romainville · Cités Caritas · CNLRQ - Si T'es Jardin · Comptoir des Plants du Val de Marne  
CRESS IDF · Cultures et Compagnies · DRIAAP Île de France · DRIEAT Ile-de-France · Ecole du Breuil (BPREA) · ENERGIES9 · Espero · Etudes & Chantiers IDF · FLES de Paris  
Fond Agir Pour l'Emploi · France Active · Germinal IDF - Brigades Nature · GRAFIE · Graine de Jardins · Halage · ICF Habitat La Sablière · INRAE · Interface Formation · La SAUGE  
Le Jardin du Cœur de Montreuil · Le Paysan Urbain · Les Cols Verts · Les Ecoles de la transition écologique (ETRE) · Maison intercommunale de l'insertion et de l'emploi (M2IE)  
Mairie de L'Haÿ-les-Roses · Mairie de Sarcelles · Maisons d'Accueil L'Îlot · Merci Raymond · Métropole Grand Paris · Paris Initiative Entreprise · Pépinière Environnement ACI  
Pépins production · PLIE Est Ensemble · Régie de Quartier Saint-Blaise Charonne · Régie de quartiers de Nanterre · Régie des quartiers des Portes de l'Essonne · Région Ile-de-France  
Réseau Cocagne · Terre de Liens IDF · Terreauciel · Travail et Vie - Ferme du Rail · Università di Torino · Université Paris 8 - Laboratoire LADYSS · URBALIA · Veni Verdi · Vergers Urbains  
Ville de Romainville - Agence Communale de la Transition Écologique et Solidaire · Uniformation · Ville d'Epinaÿ-sous-Sénart · Ville de Paris · Ville des Ulis

# PROGRAMME

## TEMPS 1 – AGORA

09H00 – 09H30 **MOTS D'OUVERTURE**

**Ville de Romainville** - François Dechy, Maire de Romainville / **Ville de Paris** - Audrey Pulvar, adjointe à la Maire de Paris (alimentation durable, agriculture et circuits courts) / **CHANTIER école Ile-de-France** - Franck Wite - Président

09H30 – 10H45 **TABLE RONDE : UN DÉVELOPPEMENT ORIGINAL ET MASSIF DE L'AGRICULTURE URBAINE À PARTIR DES SAVOIR-FAIRE RÉVÉLÉS OU ACQUIS DES HABITANTS ET DES DEMANDEURS D'EMPLOI EST-IL POSSIBLE ?**

Intervenants : **Halage** (Stéphane Berdoulet), **CNLRQ** (Tarek Daher), **AFAUP** (Anouck Barcat), **Réseau Cocagne** (Julien Adda) / Modération : **Association Espaces** (Catherine Decaux)

10H45 – 12H00 **TABLE RONDE : LES CHANTIERS D'INSERTION EN AGRICULTURE URBAINE DOIVENT-ILS DEVENIR UN ACTEUR INCONTOURNABLE POUR CHANGER LE MODÈLE ALIMENTAIRE DES TERRITOIRES ?**

Intervenants : **Abiosol** (Anna Six), **ARILE - Jardin de Cocagne de Saint Faron** (Franck Burel), **Ville de Romainville** (Mathieu Langlois), **AgroParisTech/INRAE** (Christine Aubry) / Modération : **Sphérik & Co** (Julien Neiertz)

## TEMPS 2 – FORUM

12H00 – 14H00 **ESPACE DE RENCONTRES ET D'ANIMATIONS**

Stands et animations, présentation de l'observatoire des ACI de la filière agricole en IDF, visites guidées de la Cité Maraîchère et service déjeuner assuré par l'équipe du café-cantine CHEFFES !

## TEMPS 3 – ATELIERS ET CONCLUSION

14H00 – 15H30 **ATELIERS SESSION 1**

1. **MONTER UN PROJET D'INSERTION EN AGRICULTURE URBAINE – FINANCEMENTS, MODALITÉS PRATIQUES, RISQUES ET OPPORTUNITÉS**

Avec la participation de : **France Active IDF** (Vincent Vialatel), **Les Cols Verts** (Naal Narayanan), **Interface Formation** (Adrien Chomiol) / Animation : **Sphérik & Co** (Julien Neiertz) et **CHANTIER école Ile-de-France** (Tara Bushe)

2. **PÉRENNISER UN MODÈLE ÉCONOMIQUE POUR LES CHANTIERS D'INSERTION PAR L'AGRICULTURE URBAINE AVEC LES TERRITOIRES – PISTES D'ACTION**

Avec la participation de : **France Active** (Axel Detammaecker), **CHANTIER école** (Jean-Luc Lecomte) / Animation : **CRESS IDF** (Steve Lewis)

3. **TRAVAILLER AVEC LES OPCO POUR RECONNAÎTRE ET FAIRE FINANCER LES PARCOURS DE FORMATION AUTOUR DE L'AGRICULTURE URBAINE – CONDITIONS, LIMITES ET DÉPASSEMENT DES LIMITES**

Avec la participation de : **Etudes & Chantiers IDF** (Mathieu Ferré), **Fles de Paris** (Ismail Beddar), **UNIFORMATION** / Animation : **CHANTIER école Ile-de-France** (María Gabriela Sáenz)

15H45 – 17H15 **ATELIERS SESSION 2**

4. **AGIR AVEC LES TERRITOIRES ET LES INVESTISSEURS POUR ACCÉDER AU FONCIER DISPONIBLE – PARTENARIATS ET LEVIERS D'ACTION À CONSTRUIRE**

Avec la participation de : **Terre de Liens IDF** (Laureen Chiche), **CRESS IDF** (Léo Voisin) / Animation : **AFAUP** (Anne-Cécile Daniel)

5. **LES DÉBOUCHÉS POUR LES SALARIÉS EN INSERTION PAR L'AGRICULTURE URBAINE - LES BESOINS DES EMPLOYEURS AGRICOLES, DE L'ALIMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Avec la participation de : **Abiosol** (Anna Six), **GRAFIE** (Laureen Planchon) / Animation : **Sphérik & Co** (Julien Neiertz)

6. **LEVIERS ET OUTILS POUR CONSOLIDER ET DÉVELOPPER LE RÉSEAU DES ACTEURS CULTIVONS LA VILLE**

Animation : **CHANTIER école Ile-de-France** (Tara Bushe)

## TEMPS FINAL – CONCLUSIONS ET MOTS DE CLOTURE

17H15 – 18H00 **Observations** : Laurence Baudalet, co-fondatrice et coordinatrice **Graine de Jardins**

**Conclusions et perspectives** : María Gabriela Sáenz, déléguée régionale de **CHANTIER école Ile-de-France**

**Mots de clôture** : Yuna Conan, directrice de la Cité **Maraîchère de Romainville**

18H00 **POT DE CLÔTURE**

Cordialement offert par la Ville de Romainville

# AGORA

## Discours d'ouverture

**François Dechy, Maire de Romainville**, démarre les mots d'accueil en affirmant la force de l'ESS comme vecteur de développement à Romainville, et la volonté de la Ville pour soutenir son développement et engager une dynamique en faveur de l'insertion. Il est revenu sur l'historique de la Cité Maraîchère de Romainville - un équipement municipal hérité de la mandature précédente et livré début 2021 - qui se veut aujourd'hui un lieu multiple de production maraîchère, d'apprentissage, de pédagogie et de sensibilisation à l'environnement et à l'alimentation durable, mais aussi un nouveau lieu de vie dans le quartier.

Ainsi, la ville a créé l'Agence Communale de la Transition Écologique et Solidaire (ACTES) pour porter elle-même un chantier d'insertion qui vise à positionner les personnes les plus éloignées de l'emploi sur des métiers liés à la transition écologique et solidaire, et à faciliter l'accès aux habitants à une alimentation durable et locale.

**Audrey Pulvar, adjointe à la Maire de Paris en charge de l'alimentation durable, de l'agriculture et des circuits courts**, a pris la parole par la suite en mettant en évidence les ambitions fortes de la Ville de Paris en matière d'agriculture et d'alimentation durables et les actions mises en œuvre pour accompagner le développement de l'agriculture urbaine : les appels à projets Parisculteurs, des aides à l'investissement (Paris Sème) et un soutien aux programmes de formations professionnelles accessibles aux demandeurs d'emploi (Paris Fertile).

Face à l'enjeu des circuits courts, la Ville entend mettre sur pied le dispositif AgriParis courant 2022, pour accompagner la structuration et le développement de filières de production et d'approvisionnement durable pour la capitale et l'agglomération parisienne.

Enfin, ravie de pouvoir intervenir à l'occasion de cet événement qui met l'accent sur le secteur de l'insertion, Audrey Pulvar a souligné la fierté de la collectivité de pouvoir soutenir autant de projets et d'acteurs de l'agriculture urbaine !

**Franck Wite, Président de CHANTIER école Ile-de-France**, a clôturé les mots d'introduction en soulignant que les réseaux dits « de nature » ont toujours été au centre des préoccupations de CHANTIER école Île-de-France, notamment à travers la co-animation de l'ancien Collectif "Jardins d'insertion en Ile-de-France" menée par Jacques Dupont, alors délégué régional du réseau et administrateur référent des premières réflexions pour le montage de la présente manifestation.

Il rappelle que Cultivons la Ville est un projet né en 2017, d'un pari fait par cinq structures : celui de conjuguer l'impact social de l'insertion par l'activité économique, et l'enjeu d'une production agricole durable, vertueuse et de proximité, en milieu urbain. Aujourd'hui, Cultivons la Ville s'enrichit progressivement de toutes les initiatives qui, par l'association de ces deux piliers d'action, recherchent des réponses aux besoins et problématiques liés à la vie en ville, aussi bien en termes de qualité de vie, d'alimentation, que de solidarité, d'insertion sociale et professionnelle.

C'est dans ce même esprit d'action collective et de recherche de complémentarités que ce forum a été construit, grâce à la participation de beaucoup d'entre vous. L'ambition est que ce premier forum ouvre le chemin d'autres rencontres et d'autres espaces de travail commun, peut-être à d'autres échelles géographiques.

Enfin, le réseau remercie la Ville de Paris pour son soutien indéfectible - aussi bien au projet Cultivons La Ville qu'aux structures de l'Insertion par l'Activité Economique - et pour son engagement à accompagner les futurs défis qui nous attendent.



## UN DÉVELOPPEMENT ORIGINAL ET MASSIF DE L'AGRICULTURE URBAINE À PARTIR DES SAVOIR-FAIRE RÉVÉLÉS OU ACQUIS DES HABITANTS ET DES DEMANDEURS D'EMPLOI EST-IL POSSIBLE ?

Table ronde animée par Catherine Décaux, directrice de l'association Espaces.

### Quelles sont les compétences nécessaires pour mettre en œuvre des projets d'agriculture urbaine ?

En introduction, **Anouck Barcat, Présidente de l'AFAUP (Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle)**, est intervenue sur les typologies des projets et les profils des agriculteurs urbains. S'il est parfois difficile de catégoriser les projets d'agriculture urbaine, on peut distinguer parmi les typologies les fermes urbaines spécialisées selon les espèces cultivées ou les supports de culture (ex : aquaponie, culture de champignons en sous-sol) et les fermes maraîchères périurbaines, même si leur modèle économique n'est souvent pas basé uniquement sur la production, mais aussi des activités d'animation. La Cité Maraîchère est encore un autre exemple de ferme urbaine diversifiée dans sa production et ses activités.

Ces grandes catégories de fermes sollicitent un ensemble de savoir-faire et des compétences polyvalentes. On constate une grande diversité de porteurs de projets, des profils couteau suisse, souvent autodidactes sur les domaines dans lesquels ils interviennent. Pour améliorer la visibilité des acteurs qui se sont installés dans les interstices de la ville, l'AFAUP va lancer un observatoire.



### En quoi les savoir-faire des habitants et des demandeurs d'emploi peuvent constituer des richesses pour créer de nouveaux métiers en ville ?

**Stéphane Berdoulet, directeur de l'association Halage**, a fait part de l'ambition de sa structure d'initier des activités qui créent des emplois accessibles aux personnes en demande, tout en rendant des services environnementaux au territoire. Leur chantier d'insertion Fleurs d'Halage produit des fleurs coupées pour les fleuristes, bientôt cultivées sur des substrats fertiles issus de l'économie circulaire. Implanté sur une ancienne friche industrielle, le projet est né d'un échec : le sol pollué étant un frein pour la culture de légumes, un salarié en parcours d'insertion a avancé : « faisons des fleurs, j'en ai fait pendant 25 ans dans mon pays ».

Si le public bénéficiaire de l'IAE est généralement défini par ce qu'il n'a pas, le chantier d'insertion participe à révéler les savoirs, beaucoup plus qu'à former. En faisant référence aux travaux de Bernard Stiegler, Stéphane Berdoulet souligne que, en ville, les emplois non automatisés vont être détruits, notamment ceux qui concernent les activités répétitives. En partant des savoirs, on réinventera, dans les interstices, des solutions pour vivre ensemble en ville, demain. C'est ce qui nous anime chez Halage.

En Seine-Saint-Denis, les acteurs font le pari de nouvelles modalités d'action publique, ce qui a permis la mise à disposition de terrains vastes dans un milieu dense (Fleurs d'Halage est implanté au sein du projet Lil'Ô, un site de 3,6 ha sur L'Île-Saint-Denis). Cela s'inscrit dans une narration de personnes qui voulaient se réappropriier l'espace.



## Quelles références entre les savoirs révélés en milieu rural vs. milieu urbain ?

Au nom des Jardins de Cocagne - des exploitations en maraîchage biologique réparties partout en France - **Julien Adda, directeur du réseau Cocagne**, a fait allusion aux 5000 personnes en insertion par an qui passent par ces dispositifs. L'objectif de ces jardins d'insertion : mettre en place des activités, embaucher, former et accompagner des personnes vers un retour à l'emploi durable.

Quant à la valorisation des savoirs révélés ou acquis en milieu rural, le réseau constate qu'il faut encore trouver des passerelles entre les activités au jardin et les débouchés pour favoriser les suites de parcours et le retour à l'emploi.

Si l'agriculture urbaine à vocation d'améliorer la qualité de vie des personnes qui sont en ville, c'est bien la question sociale qui doit être au centre des réflexions. Aussi, il faudrait inverser l'ordre du rapport de domination ville/campagne, qui « pompe » les ressources de la campagne.

## Comment l'agriculture urbaine se déploie-t-elle dans les quartiers et qu'est-ce que cela produit en termes de liens sociaux, de transmission ?

**Tarek Daher, Délégué Général du Comité national de liaison des Régies de quartier (CNLRQ)**, rappelle que l'origine d'une régie de quartier (RQ) est l'union entre un bailleur, des habitants et une collectivité territoriale, de manière à intervenir sur la gestion urbaine de proximité et répondre à des besoins collectifs et individuels non couverts sur leur territoire. Il y a environ 130 Régies de Quartier et de Territoire en France qui emploient 10 000 salariés chaque année.

Au-delà des métiers traditionnels des RQ liés à la gestion urbaine, des projets de jardins ont émergé à partir de diverses dynamiques de co-construction locales (et non à l'initiative du réseau). Le projet Si T'es Jardin, porté par le réseau depuis 2010, vise à soutenir et encourager les initiatives d'agriculture urbaine qui se multiplient dans les RQ. Lorsqu'il s'agit d'une commande, la réponse est travaillée avec les habitants, afin d'intégrer leurs constats et les idées d'actions (ex : la création de potagers par la Régie de Territoire de Rodez). Néanmoins, il faut des encadrants avec une expertise (notamment agricole) pour permettre à ces projets d'aboutir. Certains habitants, moteur des projets, deviennent encadrants, tandis que d'autres sont devenus des administrateurs des RQ et donc porteurs politiques des actions.



## Ces initiatives et actions sont-elles viables et duplicables ? Dans quelles conditions ?

Pour **Stéphane Berdoulet**, Fleurs d'Halage représente une alternative balbutiante qui questionne le marché de la fleur coupée (85% sont importées, par avion, cultivées dans des conditions discutables, avec des pesticides qui affectent la santé des fleuristes en France). Au-delà des acteurs comme Fleurs de Cocagne en Essonne (NDLR : en 2022, Fleurs de Cocagne devient Le Chemin des Fleurs) et Halage, peu d'initiatives alternatives existent aujourd'hui, laissant encore place au développement de la filière locale. S'il y a une valeur ajoutée, et une profondeur de marché, la difficulté principale réside dans les coûts d'investissement.



Halage a développé le programme "Faiseur de terre" en partant du constat des importations importantes de terre depuis la campagne pour subvenir aux besoins des aménagements urbains. Les chantiers du Grand Paris Express représentent 40 millions de tonnes de terre excavée. L'idée en réponse : créer des substrats fertiles à partir de ces déchets (béton concassé et autres) permettant de cultiver. Le coût prévisionnel serait de 50€ par mètre cube. Halage crée ainsi des métiers déspecialisés, mobilisant une diversité des compétences.

## La formation est-elle un levier de développement massif de l'agriculture urbaine ? Quels sont les dispositifs qui existent ?

**Anouck Barcat (AFAUP)** souligne qu'on entre dans une ère imprévisible, les métiers émergents sont plurifonctionnels, et l'agriculture urbaine permet cette polyvalence et l'expérimentation pour diffuser ensuite. Face aux besoins de former des personnes à être "prêt à tout faire", le secteur académique est peut-être démuné face à ces évolutions. Néanmoins, une diversité de formations en agriculture urbaine existe aujourd'hui menant l'AFAUP à mettre à jour son annuaire des formations récemment.

**Catherine Décaux (Espaces)** ajoute que la formation en situation de travail (FEST) permet de prendre en compte les savoirs acquis pendant l'activité, de les valoriser, voire de les certifier. Le réseau CHANTIER école accompagne les SIAE sur l'appropriation de la démarche et le volet méthodologique.

## Quelles sont les perspectives de développement ? Dans quelles conditions cela peut-il être possible ?

**Tarek Daher (CNLRQ)** s'est exprimé sur les points de vigilance : Ne pas être dans une logique d'essaimage automatique et descendant, mais plutôt s'appuyer sur les spécificités locales afin que les initiatives germent à travers le partage et les échanges ; Les projets sont souvent coûteux et il y a besoin de rééquilibrer le partenariat avec les élus et collectivités, pour réussir à faire de ces lieux des espaces de vie.

Pour **Julien Adda (Cocagne)**, il faut repolitiser la question de l'agriculture urbaine et éviter de se focaliser sur les enjeux techniques au détriment des enjeux immatériels. Il faut d'abord mettre la priorité sur la réévaluation des savoirs et les expériences des personnes précaires, et évaluer les questions techniques après. Quand on parle du bio, on exclut toute une partie de la population. C'est l'enjeu social de la transition écologique. Quant à la viabilité des projets, en réalité les jardins d'insertion produisent des externalités positives, qui ne sont pas toujours évaluées ni valorisées.

## "Les modèles économiques sont des valeurs, mais toutes les valeurs ne sont pas quantifiables"

Lors des échanges avec la salle qui ont suivi, les intervenants ont particulièrement insisté sur les contraintes de toujours vouloir chiffrer les modèles économiques et les externalités positives.

Si certains participants rappellent que les politiques publiques doivent pouvoir quantifier pour dédier des budgets ("chiffrer permet d'investir"), l'AFAUP prône un travail interservices (collectivités, inter-ministères...) en évoquant la perspective d'une rémunération pour service rendu et non pas subvention.

En faisant allusion à sa position en tant qu'acteur qui essaie d'inventer des choses et ensuite participer à changer les règles du jeu, Halage partage l'avis que le rôle des réseaux est de construire un plaidoyer politique à partir des expériences concrètes menées par les SIAE. Afin de sortir d'une relation commanditaire-prestataire et reconstruire ce partenariat, il avance une proposition que les PPP (partenariat public-privé) deviennent des PPPPPP, afin d'inclure également la Population et la Pédagogie, pour la Planète !



## LES CHANTIERS D'INSERTION EN AGRICULTURE URBAINE DOIVENT-ILS DEVENIR UN ACTEUR INCONTOURNABLE POUR CHANGER LE MODÈLE ALIMENTAIRE DES TERRITOIRES ?

Table ronde animée par Julien Neiertz (Sphérik & Co)

### Qu'est-ce qu'un jardin de cocagne produit sur un territoire ?

**Franck Burel, Directeur du Pôle IAE de ARILE**, explique la naissance du Jardin de Cocagne de Saint Faron grâce à une opportunité foncière auprès de la Ville de Meaux pour réhabiliter une zone en friche.

Le projet a nécessité une levée de fonds importants pour financer le démarrage de l'activité (travaux d'aménagement, serres, matériel agricole, etc.). Pour assurer son bon fonctionnement, le jardin nécessite un budget annuel de plus de 700 K€. L'ACI mobilise une masse salariale importante donc 80% de ce budget correspond aux salaires de l'équipe permanente (30%) et des salariés en parcours (50%).

La commercialisation a évolué vers un modèle d'AMAP avec la distribution de 100 paniers hebdomadaires destinés aux adhérents. Selon les projections issues d'une modélisation économique de l'exploitation agricole (terrain de 4 hectares dont 13 000 m<sup>2</sup> de surface cultivé), cette commercialisation pourrait aller jusqu'à 220 K€ après 5 ans, mais pour l'instant l'ACI espère atteindre 120 K€ en 2022.

Pour atteindre un équilibre financier, une piste de développement serait de diversifier les canaux de distribution. Une boutique sera ouverte prochainement au jardin, accessible aux habitants non-adhérents. Distribuer auprès de 3 hypermarchés - en circuit très court - permet d'écouler la production en volume et d'éviter la perte des légumes car peu d'espace de stockage et les légumes sont périssables. Ces activités permettent de favoriser des sorties vers l'emploi sur les métiers de vente, logistique et distribution également.

### Comment on fait pour transformer le modèle d'alimentation en ville ?

Au nom de la Ville De Romainville, **Mathieu Langlois, Maire-Adjoint à la Vie économique locale, aux Commerces, à l'Entrepreneuriat, à l'ESS et à l'Emploi**, revient sur le contexte d'implantation de la Cité Maraîchère. Ce projet « hérité » cristallise de nombreux maux de la ville (coût fort, du béton en plus, des inégalités et une gentrification...) et révèle d'autres incohérences (les investissements dédiés au nouvel équipement municipal par rapport aux fonds mis à disposition des écoles).

L'ambition est alors de faire un outil pédagogique, d'éducation populaire et de rencontres, et peut-être un jour d'innovation agricole. Des animations sont proposées autour du bien manger et du zéro-déchet. Afin de remédier aux problèmes surgissant d'un système de collecte des déchets par aspiration pneumatique souterraine, un pôle de médiation est mis en place afin d'aller à la rencontre des habitants et sensibiliser au tri sélectif et le bon fonctionnement des bornes.

La Cité Maraîchère est devenue ainsi un outil de réponse aux ambitions politiques. Aujourd'hui, une dizaine d'écoles bénéficie des services, même si les arbitrages sont parfois difficiles à faire car le budget reste contraint.



## Quel rôle pour l'ESS et l'IAE dans l'écosystème de transformation du modèle alimentaire ?

Comme l'explique **Anna Six, chargée de mission Communication & Sensibilisation, ABIOSOL** accompagne les porteurs de projet de l'idée à l'installation et les paysans bio franciliens dans le développement de leur activité. L'association rassemble aujourd'hui Terre de Liens Île-de-France, le Réseau des AMAP en Île-de-France et la coopérative Les Champs Des Possibles.

Face à l'enjeu du renouvellement des générations agricoles, ABIOSOL constate une forte demande de retour à la terre. Cependant, malgré beaucoup de projets d'installation, c'est un parcours long, de plusieurs années avec des pauses nécessaires, qu'il faut gérer avec son parcours professionnel. On ne peut pas répondre aussi vite aux départs en retraite.

Aussi, si de nombreux nouveaux agriculteurs viennent de la ville, les fermes sont souvent loin des villes, ce qui rend la mobilité difficile. A cela s'ajoute l'enjeu de l'accès au foncier en Ile-de-France (environ 8K€ l'hectare = inaccessible). Face à une politique agricole commune (PAC) qui stimule plutôt l'agrandissement des fermes, l'association ABIOSOL défend un modèle de petites fermes diversifiées. Il est important de ne pas décourager les porteurs de projets, et d'anticiper les installations viables. L'association souhaite s'appuyer sur les experts de l'insertion et ouvrir le réseau du monde agricole afin d'accompagner les personnes qui recherchent des emplois.

## Quel impact de l'agriculture urbaine en Île-de-France ?

**Responsable de l'équipe de recherches Agricultures Urbaines à AgroParisTech, Christine Aubry** fait allusion à l'agriculture urbaine professionnelle sur le territoire francilien (presque 240 projets, à divers stades d'installation) et l'évolution dans le nombre de jardins collectifs, partagés et familiaux (de 900 sites en 2016 à 1300 avant l'arrivée de la crise COVID). Les plans de relance de l'Etat et des appels à projets tels que les Quartiers Fertiles de l'ANRU permettront une montée à environ 1500 projets. Afin de répondre à une demande forte des habitants des quartiers populaires, les projets lauréats de Quartiers Fertiles comprennent tous un jardin collectif, avec 50 installations prévues en maraîchage périurbain. Malgré les perspectives, il faut néanmoins se rappeler que même si Paris pouvait « agricoliser » l'ensemble des toits terrasses (un potentiel de 80 hectares), on ne pourrait pas atteindre 10% de la consommation de fruits et légumes des Parisiens.

Dans le monde de l'agriculture urbaine, il y a beaucoup d'entreprises, des start-up, qui lèvent des fonds avec des retours beaucoup moins nets sur les territoires et il ne faut pas perdre de vue qu'il est important de valoriser les impacts sociaux. Si l'agriculture urbaine représente un levier pour mieux vivre dans les quartiers et pour contribuer aux dynamiques locales d'approvisionnement alimentaire, les fermes ont besoin de main-d'œuvre, et la PAC n'en tient pas compte. Les SIAE peuvent ainsi être une solution, car elles forment les urbains. Quant aux personnes formées par l'insertion, leur premier débouché est souvent la grande distribution dans les rayons fruits et légumes (valorisation des compétences en matière de reconnaissance du végétal). À côté de ça, d'autres formes de distribution sont en train de se développer et pourraient représenter des débouchés. Il faut également des personnes sur les activités d'animation.

L'agriculture urbaine permet de créer de nouvelles idées (fleurs, substrat...) mais aussi de nouvelles cultures (exotiques par exemple), en réponse aux besoins des personnes immigrées qui ont du mal à trouver la nourriture de leur culture. Ainsi, face aux impacts du changement climatique, l'agriculture urbaine pourrait donner lieu à une évolution forte des filières et des nouveaux métiers avec une valorisation des savoirs culturels.





## Echanges avec la salle

Des suggestions et des partages d'expérience :

- Plaidoyer pour la reconnaissance des impacts : trouver un discours commun sur les coûts évités et valoriser ce qui n'est pas connu.
- À Sarcelles, le projet déposé cadre de Quartiers Fertiles est refusé au premier session car pas assez marchand. Finalement, un mal pour un bien, car la collectivité a été amenée à rechercher d'autres sites sur la ville (au-delà du parc urbain en zone ANRU) et arrive sur des choses plus ambitieuses. Stupéfait qu'on soit encore à justifier des coûts, qu'avec les chercheurs on ne soit pas en mesure de donner à des acteurs de terrain les coûts évités. Est-ce que la forme de ferme urbaine s'oppose à celle de ACI avec composante sociale ?
- CHANTIER école Île-de-France : le réseau a développé un outil de mesure d'impact économique des ACI, permettant de quantifier les effets directs et indirects de l'action des ACI sur un territoire, en euros et en nombre d'emplois. Cela alimente le rôle de plaidoyer que le réseau investit, comme évoqué plus tôt.
- AgroParisTech : Si la mesure des coûts est difficile, un travail de construction d'outils est essentiel. Comment mesurer les impacts environnementaux ? Tout en commençant par mesurer les impacts positifs. A propos de la finalité du bio accessible à tous : il y a une innovation à chercher pour organiser de nouveaux approvisionnements et une chaîne de valeur qui parte du technique pour aller vers le social, pour cette accessibilité, économiquement et culturellement.
- ABIOSOL : Les travaux sur la mesure des coûts cachés (pollutions des sols, de l'eau) ne sont pas valorisés par la PAC car les lobbys majoritaires les occultent. ABIOSOL a produit une étude pour la Ville de Paris, qui montre que la relocalisation des activités agricoles (dont la production, transformation et logistique) permettrait la création, à terme, de plus de 16 000 emplois en Ile-de-France soit 2 900 emplois pour les Parisiens dont 1 800 emplois salariés.
- ARILE : l'ACI est un acteur social et inclusif, mais aussi économique, c'est un amortisseur social avec l'ambition de changer le modèle via une approche pédagogique et éducative. Aussi, c'est une action fédératrice de liens sur le territoire.
- Ville de Romainville : la transition alimentaire est un terrain fabuleux pour l'IAE, d'autant plus qu'elle touche les métiers du vivant.





UN DEVELOPEMENT ORIGINAL & MASSIF DE L'AGRICULTURE URBAINE A PARTIR DES SAVOIR-FAIRE REVELÉS AU ACQUIS DES HABITANTS ET DES DEMANDEURS D'EMPLOI EST-IL POSSIBLE ?

**SAVOIR-FAIRE**  
TYPLOGIES dans les FERMES  
ANOUK BARCAT  
pedagoga, REFAP

GRANDE VARIÉTÉ de SAVOIR-FAIRE  
PROFIL COUPEAU SUISSE  
L'ÉVALUATION  
L'ÉVALUATION  
L'ÉVALUATION

Jardin de CoCagne  
5 hectares  
VILLE de MEAUX  
FRANCK BUREL  
Jardin de CoCagne, Saint Form

objectif  
400 PANIERS  
Budget 130000€  
240 000 de chiffre d'affaires  
4 ANS  
Aujourd'hui  
100 PANIERS  
+ GRANDE DISTRIBUTION  
= CA 120 000€

LES CHANTIERS D'INSERTION EN AGRICULTURE URBAINE DOIVENT-ILS DEVENIR UN ACTEUR MONTABLE POUR CHANGER LE MODÈLE ALIMENTAIRE DES TERRITOIRES ?

VRAIS OUTILS de pédagogie, de lien social, RAMPE de LANCHEMENT pour rôle politique

cité MARÂCHÈRE

la cité c'est 4 MARÂCHERS à Temps Plein !

Comment l'ouvrir à tous les habitants ? non ce ne sera pas un projet pour les bobos !

MATHIEU LANGLOIS  
Maire adjoint de Romaniville

FIÈRES de notre Politique TARIFAIRE SUR QUOTIEN FAMILIAL !

SURPRODUCTION  
VIDEO COMMENT cuisiner !

on veut pas de CHAMIGNONS BEAUK !

non, j'en veux j'ai affiné à des cuisines !

## AGORA CULTIVONS LA VILLE

RÉSEAU ABIOSOL  
DÉPART à la retraite  
renouvellement des générations  
Forte demande du Réseau à la Terre...

PROFIL BAC +5  
NOUS DÉFENDONS un modèle de PETITES FERMES DIVERSIFIÉES  
10 sont en place

9000€ d'hectare  
à la Ville de France !  
il faut aller vers le ZÉRO ARTIFICIALISATION

JARDINS

240 PROJETS en Ile de F.

1300 SITES en Ile de F.

MARÂCHAGE PÉRI-URBAIN  
50 projets

QUALITATIVEMENT une amélioration est visible de pratiques alimentaires chez les femmes

I LOVE

il faut prendre en compte le COÛT de LA MAIN D'ŒUVRE  
il faut que le modèle de FINANCEMENT ÉVOLUE

il faut de nouvelles idées CULTURE des LÉGUMES du MONDE  
GOMBO !

L'ENJEU est de SOUTENIR des CIRCUITS COURTS de PROXIMITÉ !

ACCOMPAGNEMENT de 220 sites à A.V.

on est très FIÈRES de SOUTENIR autant de Projets et d'acteurs de l'agriculture Urbaine !

AUDREY PULVAR  
adjointe au Maire de Paris

STÉPHANE BERDOULET

PARTIR des SAVOIRS

Remarque d'un employé !

fleursHalage  
CRÉER de L'ACTIVITÉ et de L'EMPLOI en RENDANT SERVICE à la VILLE

TERRE POLLUÉE  
EXPERIMENTATION Techno Sol...  
GOURDIN

L'île-saint-Denis... inscrite ce projet dans son histoire...

La FORMATION ?

DÉPLACER LA QUESTION de L'AGRICULTURE URBAINE sur le SOCIAL

JULIEN ADDA  
JESUS COCAGNE

DEFI !  
MISE en situation de TRAVAIL ou MISE en situation de SAVOIRS

ON SOUHAITE que les plus PRÉCAIRES ACCÈDENT à une ALIMENTATION SAINE  
Les LÉGUMES sont les plus REFUSÉS (il faut les cuisiner)

CHANGEMENT de MODÈLE ALIMENTAIRE

LES PROJETS SONT VENUS dans BAS class une dynamique locale et co-construite !

TAREK DAHER

BÉNÉVOLE dans des EPICERIES SOLIDAIRES

IL FAUT des ENCADRANTS avec une EXPERTISE !  
certains habitants moteurs des projets deviennent encadrants.

ON A DES FRICHES on veut TARIFFER les HABITANTS ONT des ENJES

DUPLICATION & MASSIFICATION ?

La Plus VALUE sur la fleur !  
il y a une Profondeur de MARCHÉ

COÛT d'investissement

la Rendite fleur/insertion

ON CRÉE des MÉTIERS DESPÉRIALISÉS FAISEUR de TERRE !

ALCHIMISTES

Le MONDE du TRAVAIL doit DÉCOLONNER !

MÉTIERES RÔLES... PLURIFONCTIONNELS

comment on forme des gens à ÊTRE PRÊTS à TOUT FAIRE ? L'INSTITUTION est DÉMUNIE...

ANOUK BARCAT

FORMATION  
on peut se former selon son projet de vie !

FORMATION  
dans la TERRE

ARRÊTONS de CHIFFRER

TOURNONS nous VERS L'ACTION

est ce que la forme forme certains non s'oppose pas au Chantier d'insertion ?

il y a un vrai Travail de CONSTRUCTION D'OUTILS mais c'est les COÛTS ÉVITÉS c'est compliqué !  
il faut savoir dire J'EN VAIS PAS LE CHIFFRER.

LES COÛTS ÉVITÉS doivent être CHIFFRÉS !

Le Bio ACCESSIBLE à TOUS, PHYSIQUEMENT FINANCIÈREMENT & CULTURELLEMENT !

ON MANQUE de MOYEN en FORMATION

CONCLUSION

ON A L'AMBITION de CHANGER de MODÈLE nous sommes fédérateurs des liens du territoire

La Transition Alimentaire est un fabuleux TERRAIN de JEU POUR L'INSERTION on va l'explorer VIA ACTE.  
fini le BTP !

L'ENJEU fondamental CRÉER les MÉTIERS de DEMAIN.

RÉÉVALUATION du SAVOIR des HABITANTS, enjeu social

AU Bout de 3 ANS c'est fiable ?

IL S'AGIT d'AUTRE CHOSE !  
il FAUT une CONSTRUCTION POLITIQUE COMMUNE !

MODÈLE ÉCONOMIQUE ?

JULIEN ADDA

ARRÊTONS de QUANTIFIER !

RECONNAÎTRE NOTRE VALEUR sans VOULOIR L'INVESTIR  
VERS une VISION COMMUNE

FAIRE de votre espace un ESPACE de VIE !

TAREK DAHER

s'appuyer sur les SPÉCIFICITÉS LOCALES...

RÉÉQUILIBRER notre PARTENARIAT avec les ELUS et COLLECTIVITÉS

de ACCEPTER de ne PAS CHIFFRER ? ??  
et créer une politique sociale ?



## L'ESPACE FORUM

Un espace forum a permis aux participants d'aller à la rencontre de deux acteurs de l'insertion - les associations Pépins Production (ACI Prendre Racines) et Études & Chantiers IDF (La Ferme Saint-Lazare) - et d'échanger avec les salariés par rapport à leurs activités.



Les participants ont également pu découvrir les différents espaces de production et d'animation de la Cité Maraîchère grâce à des visites guidées et déguster les fameuses pleurotes cultivées au sous-sol lors d'un déjeuner savoureux préparé par l'équipe de CHEFFES !

L'équipe de CHANTIER école Ile-de-France a présenté les premiers résultats de l'enquête menée en 2021 auprès des acteurs de l'insertion francilien dans le cadre d'un observatoire des chantiers d'insertion de la filière agricole en Ile-de-France.

25 SIAE intervenant dans le champ de l'agriculture en Ile-de-France ont été recensées, représentant 32 ACI répartis sur l'ensemble des départements franciliens. De quelques centaines de mètres carrés de pépinière ou de bacs potagers, à plusieurs hectares de maraîchage en plein terre, les acteurs de l'insertion participent à la valorisation et la réhabilitation des friches urbaines et d'autres espaces inutilisés en ville, voire certain même au maintien des terres agricoles.

Le premier rapport de l'observatoire est accessible :

[http://cultivonslaville.org/wp-content/uploads/2017/09/Observatoire-Cultivons-La-Ville-2021\\_Rapport-final-VF\\_Web.pdf](http://cultivonslaville.org/wp-content/uploads/2017/09/Observatoire-Cultivons-La-Ville-2021_Rapport-final-VF_Web.pdf)





## LES ATELIERS THEMATIQUES

L'après-midi, les participants ont échangé autour de divers ateliers thématiques pour mieux comprendre le montage d'un projet d'insertion en agriculture urbaine et identifier des leviers d'actions pour pérenniser les modèles économiques et accéder au foncier. D'autres ateliers ont permis de saisir les enjeux liés au financement de la formation professionnelle et la reconnaissance des compétences, d'étudier les parcours d'insertion et les débouchés vers l'emploi, ou bien de contribuer à la réflexion stratégique pour le développement du projet Cultivons la ville et son réseau d'acteurs.

Les thématiques

- 1) Monter un projet d'insertion en agriculture urbaine – financements, modalités pratiques, risques et opportunités
- 2) Pérenniser un modèle économique pour les chantiers d'insertion par l'agriculture urbaine avec les territoires – pistes d'action
- 3) Travailler avec les OPCO pour reconnaître et faire financer les parcours de formation autour de l'agriculture urbaine – conditions, limites et dépassement des limites
- 4) Agir avec les territoires et les investisseurs pour accéder au foncier disponible – partenariats et leviers d'action à construire
- 5) Les débouchés pour les salariés en insertion par l'agriculture urbaine - les besoins des employeurs agricoles, de l'alimentation et de l'environnement
- 6) Leviers et outils pour consolider et développer le projet Cultivons La Ville et son réseau d'acteurs

Les résultats des ateliers sont disponibles en annexe.



## OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS

### Laurence Baudalet, co-fondatrice de Graine de Jardins, le réseau des jardins partagés d'Île-de-France

Cofondatrice de l'association Graine de Jardins, le réseau francilien des jardins partagés qui fête ses 20 ans en 2021, Laurence Baudalet a également participé à la fondation de deux réseaux : "Jardin dans Tous Ses États" dès 1997, un réseau national des jardins partagés, et un collectif régional à partir de 2001 le "Collectif des Jardins d'Insertion d'Île-de-France", le premier à s'intéresser à la question d'insertion à travers les jardins.

Cultivons La Ville prend désormais la relève sur ces thématiques et les échanges dans le cadre de l'événement aujourd'hui nous rappellent le fondement derrière le premier collectif.

Active pendant une dizaine d'années, le Collectif des Jardins d'Insertion d'Île-de-France regroupait la FNARS Île-de-France (aujourd'hui la Fédération des acteurs de la solidarité), Graine de Jardins, CHANTIER école Île-de-France et le réseau national Cocagne. Ce premier collectif a travaillé entre 2002 et 2012 de manière régionale en organisant des forums d'acteurs, des formations avec Jacques Dupont, réalisé des études techniques, plus globalement des outils de communication toujours en ligne.<sup>2</sup>

Depuis, le réseau de Cocagne et les jardins du cœur ont lancé les premiers chantiers d'insertion maraîchage en Île-de-France. Les jardins partagés en France depuis 1997 ont, grandement, accompagné cet essor. Les jardins collectifs se sont beaucoup développés en 20 ans et ont tendu, avec la crise économique, à développer les jardins d'insertion.

Sur ces dernières années, de nombreux porteurs de projets sont apparus, avec à l'heure actuelle 240 projets d'installation en agriculture urbaine en Île-de-France. Le profil, parmi ces porteurs, est varié, majorité de projets urbains menés par des jeunes autant hommes que femmes.



La question rituelle qui revenait par les médias était : "on trouve tout dans les supermarchés, pourquoi s'investir là-dessus ? ", remettant en cause le modèle associatif.

Le lien entre les acteurs de l'agriculture urbaine et de l'insertion est essentiel et rentre dans le lien avec les questions de la précarité alimentaire.

Il faut, aussi, prendre garde aux effets de mode. Certains acteurs publics entrent en concurrence sur ce type de projets afin de valoriser et de mettre en avant leur territoire alors que la dimension sociale et la viabilité à long terme restent des points d'accroche majeurs.

D'un point de vue européen, de nombreuses autres initiatives se retrouvent (jardins socio-solidaires en Belgique, en Italie...), des colloques et visites de sites ont été organisés et sont conseillés pour avoir une vision d'ensemble et diversifiée.

<sup>2</sup> Site internet du collectif : <http://insertion.jardinons-ensemble.org/>

## MOTS DE CLÔTURE

### María Gabriela Sáenz, Déléguée régionale, CHANTIER école Ile-de-France

Des remerciements à Laurence Baudelet, pour ce travail d'observation et de synthèse, qui ont permis de retracer le chemin parcouru au croisement des métiers de la nature et des actions d'inclusion, et de mettre en valeur les riches et foisonnantes réflexions avancées pendant cette journée, qui ouvre des perspectives pour la suite de Cultivons La Ville. En guise de conclusion, je voudrais partager avec vous un retour sur l'atelier 6 - consacré à l'avenir de Cultivons la Ville, à court et moyen terme - qui a permis d'entrevoir quelques pistes pour la suite.

Pour les participants à l'atelier, Cultivons la Ville pourrait tendre vers un réseau encore plus actif qui :

- Contribue au développement et à l'essaimage de nouveaux projets.
- Soit un porte-parole des ACI sur les territoire et qui met en valeur les impacts sociétaux des structures.
- Promeut les partenariats avec des acteurs et des réseaux encore plus diversifiés.
- S'appuie sur les expériences menées et acquises pour les diffuser et étayer un plaidoyer.

On peut également souligner plusieurs pistes structurantes à explorer, qui ont été mentionnées par vous, pendant la journée : un guide sur le montage d'un projet d'insertion en agriculture urbaine, un plaidoyer et un référentiel de compétences spécifiques. Autant de possibilités enthousiasmantes d'action collective qui nous attendent !

Pour terminer, au titre de CHANTIER école Île-de-France, nous tenons à remercier chaque personne et chaque organisation présente aujourd'hui, également toutes celles (personnes et organisations) qui ont contribué, d'une façon ou d'une autre, à la préparation et à la réalisation de ce forum.

Un remerciement particulier à l'équipe de CHANTIER école Île-de-France, spécialement l'équipe projet de Cultivons La Ville Tara Bushe et Stéphanie Chala Ruiz, et également à Sphérik & Co., qui nous a accompagné dans cette action. Enfin, nous réitérons nos remerciements à la Ville de Romainville et à la Cité Maraîchère pour son accueil. Merci à vous !

### Yuna Conan, Directrice de la Cité Maraîchère de Romainville

Des remerciements pour l'opportunité d'accueillir le forum Cultivons La Ville, le premier événement organisé à la Cité Maraîchère qui est encore en période de mise en place. Yuna Conan est encore plus ravie de sa réalisation en sachant que les premiers échanges avec Cultivons La Ville à propos de la tenue de cet événement remontent au printemps 2020, avant l'arrivée de la crise sanitaire.

La Cité Maraîchère poursuit son installation dans le quartier, avec la vente de légumes et des ateliers. Cet équipement municipal a pour vocation d'accueillir les habitants, mais également d'être un lieu de réflexion en accueillant des séminaires comme aujourd'hui, en espérant que nous aurons d'autres occasions pour le faire ! Enfin une mention spéciale pour l'équipe et les belles synergies avec CHEFFES ! qui nous ont régallées ce midi.

Et sur ces mots finals, le premier forum des acteurs engagés pour l'insertion par l'agriculture urbaine s'est clôturé autour d'un verre cordialement offert par la Ville de Romainville !





## RETOUR SUR L'ÉVÉNEMENT

### Les observations d'Eric Doidy, Chargé de recherche en sociologie auprès de l'INRAE

De la soixantaine de fiches d'identité et d'évaluations remplies par les participant.e.s à la journée, nous pouvons tirer les tendances suivantes, confirmées par l'observation des échanges formels (tables-rondes, ateliers) ou informels (discussions pendant les pauses, le repas ou la visite) ayant eu lieu à divers moments de la journée.

Première réussite de cette journée à souligner (qui est d'ailleurs relevé dans plusieurs questionnaires) : la diversité des affiliations institutionnelles ou professionnelles, ainsi que des fonctions occupées. Schématiquement, on peut relever trois groupes : participants venus du monde de l'insertion et participants venus du monde de l'agriculture urbaine sont, logiquement, les plus nombreux, et un nombre non négligeable de participants viennent du monde de la ville, de l'urbanisme et des politiques publiques (élus inclus). Au sein de chacun de ces groupes, il faut relever la pluralité des fonctions occupées par les participants : élus, universitaires, responsables de structures, chefs de projets, salariés, encadrants techniques, etc.

Si chacun est venu avec son propre bagage, les attentes, telles qu'elles ont été exprimées, sont communes. Bien que les participants aient l'habitude d'assister plus ou moins régulièrement à des rencontres sur leur domaine d'intervention, la quasi-totalité de ceux qui ont répondu à la question indiquent que c'est la première fois qu'ils participent à un tel événement, faisant le lien entre l'agriculture urbaine et l'insertion. Ce qui ressort des commentaires exprimés, c'est parfois une relative méconnaissance préalable (du monde de l'insertion quand on vient de l'agriculture urbaine, du monde de l'agriculture urbaine quand on vient de l'insertion : sur le mode « je connais un peu mais je ne sais pas trop ce qu'ils font ») et souvent une prise de conscience, particulièrement chez les acteurs du monde de la ville, de la nécessité de développer les initiatives et les échanges dans ces domaines – notamment au regard de ce qui est identifié comme des enjeux des politiques publiques et des enjeux de société pour les décennies à venir : le développement durable, la ville soutenable, la transition sociale et écologique, la résilience territoriale, les politiques d'emploi et d'inclusion sociale, l'accueil des migrants. Le développement de liens entre agriculture urbaine et insertion apparaît comme un moyen très concret de répondre à ces défis majeurs, permettant de s'appuyer sur des savoir-faire acquis et de valoriser des compétences chez les publics concernés. Les participants expriment donc l'importance de l'aspect « rencontre » et « liant » de cette première journée : faire du lien, « faire réseau », s'apercevoir qu'on n'est pas « seul à réfléchir dans son coin ». C'est là le principal acquis qui ressort de cette journée.

Par conséquent, les points forts particulièrement appréciés ont concerné tout ce qui pouvait favoriser les discussions formelles ou informelles, approfondies ou non, simples présentations mutuelles ou échanges passionnés d'expériences. En ce qui concerne le cadre de la journée : l'accueil, la convivialité, la qualité du repas, les visites par groupes de la Cité maraîchère et la bonne humeur du guide, etc. En ce qui concerne le fond : la richesse des échanges avec une diversité de points de vue, le fait de pouvoir assister à des partages d'expériences ou de témoignages divers et en toute honnêteté (réussites comme déconvenues) le matin avec les tables rondes a été particulièrement apprécié. De la même manière, les quelques regrets exprimés concernent ce qui n'a pas été suffisamment possible, notamment échanges lors des ateliers l'après-midi : faute de temps, certains échanges ont dû être écourtés et il y avait un choix à faire dans les thématiques auxquelles on pouvait assister. La journée est donc en quelque sorte un peu victime de son succès. Les participants qui expriment ces regrets indiquent donc tout particulièrement leur envie, 1) de recevoir le compte-rendu de ce qu'ils n'ont pas pu suivre, et 2) de voir se renouveler de telles journées afin de poursuivre cette dynamique d'échange et de construction. Parmi les suggestions exprimées pour de futures rencontres, ressort aussi une demande de présence accrue d'acteurs institutionnels (Etat et collectivités locales) ainsi que de financeurs potentiels – une piste à creuser et un réseau à élargir sur la base de la réussite de cette première étape.

# ANNEXE - LES RÉSULTATS DES ATELIERS THÉMATIQUES

## ATELIER 1 - Monter un projet d'insertion en agriculture urbaine – financements, modalités pratiques, risques et opportunités

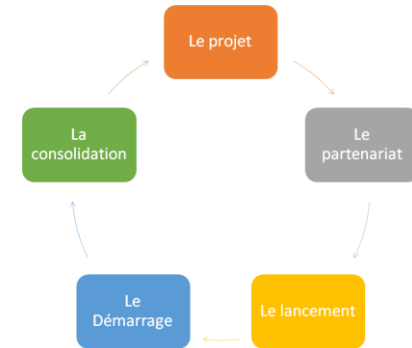
Atelier animé par Julien NEIERTZ (Sphérik & Co) et Tara Bushe, chargée de projet Cultivons La Ville (CHANTIER école Ile-de-France)

### Objectifs de l'atelier

- Reconstituer les étapes de montage et pilotage d'un chantier d'insertion en Agriculture urbaine
- Déterminer les freins / risques et les conseils pour les surmonter
- Poser les bases d'un guide pratique du montage d'un ACI en AU

### Les personnes ressources

- Vincent Vialatel, Consultant - France Active IDF – Paris Initiative Entreprise -
- Adrien Chomiol, Directeur adjoint - Interface Formation
- Naal Narayanan, chargé de projet et réseau - Les Cols Verts



### Etape 1 : la définition du projet

Descriptif étapes	Freins / risques	Conseils clés
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic: attentes, acteurs, besoins.</li> <li>- Elaboration des intentions du projet</li> <li>- Objectifs</li> <li>- Cadre d'action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de diagnostics territoriaux</li> <li>- Partir d'une solution, sans interroger les besoins</li> <li>- Trop d'ambitions / Trop d'attentes</li> <li>- Des objectifs compliqués à atteindre</li> <li>- Connaître les volontés politiques territoriales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire des diagnostics : territoire; etc.</li> <li>- Ne pas travailler seuls.</li> <li>- Quelle est l'activité créatrice de valeur? (privilégier cette activité).</li> <li>- Bien dimensionner l'ambition (ex: n° de salariés)</li> <li>- Avoir en tête les modes de financement -&gt; bien maîtriser la réglementation (spécifique ACI).</li> <li>- Réglementations du Code Rural (Guides Pratiques et études de cas).</li> <li>- Prioriser les actions.</li> <li>- Ne pas raisonner en simples termes quantitatifs -&gt; urgences sociales.</li> <li>- Rencontrer les (futurs) partenaires. Se faire connaître.</li> <li>- Imaginer plusieurs scénarios.</li> <li>- Avoir des partenaires.</li> <li>- S'appuyer sur des exemples</li> <li>- Se former.</li> </ul>

## Etape 2 : la construction du partenariat

Descriptif étapes	Freins / risques	Conseils clés
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Constituer un tour de table partenarial</li> <li>- Partenariat multi-acteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attention crédibilité technique face aux partenaires;</li> <li>- S'avancer trop vite sur le dispositif (ex: partenaires bloquants),</li> <li>- Contraintes techniques non anticipées,</li> <li>- Pas de volonté politique, peu de lien avec les collectivités;</li> <li>- Perdre la main sur le projet;</li> <li>- Prévoir les exigences.</li> <li>- Prévoir les alternances politiques;</li> <li>- Prévoir changements cahiers de charge;</li> <li>- Peu subventions de fonctionnement</li> <li>- Adaptation aux diverses temporalités (politiques, mécénats, etc.)</li> <li>- Anticiper les relations entre les collectivités et les institutions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un réseau</li> <li>- S'appuyer sur des réseaux;</li> <li>- S'informer, se former, se qualifier;</li> <li>- Actualiser le réseau politique;</li> <li>- Faire veille d'accompagnement financier -&gt; assurer la pérennité.</li> <li>- Être réaliste.</li> <li>- Bien connaître son projet et prévoir une communication adaptée selon les acteurs (souligner les bénéfices pour eux);</li> </ul>
Type de partenaires	Exemples	
Collectivités - PAT	Communes (ex: Ville de Paris - AAP Parisculteurs, Paris Amorçage ESS), départements, régions (budgets participatifs, AAP...)	
Investisseurs – financeurs – dispositifs	DRIEETS (ex: Fonds de Développement de l'Inclusion / FDI), Fonds Sociale Européen, France Active, France Relance (des AAP de l'Etat), ADEME (subventions études)	
Monde agricole – experts en agroécologie	Ecoles et formations (Chambres d'Agriculture, Ecole du Breuil, AFAUP (prochain FAQ), Matrice « formation atterrir », Réseau Cocagne). Associations fermes urbaines (stages, bénévolat), PAI (Point accueil installation en agriculture), BTS technologie végétale.	
Aide au montage	ADEME, réseaux (ex: CHANTIER école Ile-de-France), Les Cols Verts, France Active (programme Emergence)	
Autres	Ecoles ; mécénats de compétences; autres réseaux (ex: La Fédération des Entreprises d'Insertion)	



### Etape 3 : investissements et réglementations

Descriptif étapes	Freins / risques	Conseils clés
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissement foncier et matériel</li> <li>- Investisseurs potentiels</li> <li>- Conventionnement ACI, autres réglementations à connaître</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Crises sanitaires, économiques et autres.</li> <li>- Faute d'études préalables (sol, ressources eau, air, etc.),</li> <li>- Rareté et cherté du foncier;</li> <li>- Foncier: taille pas adaptée.</li> <li>- Changer sur type de production en relation au support;</li> <li>- Problème techniques et logistiques;</li> <li>- Contraintes des PLU(i);</li> <li>- Vandalisations, occupation illégale, dégradations, etc.</li> <li>- Mauvaise relation avec les propriétaires du foncier (ex: bailleurs, etc.);</li> <li>- Ne pas s'associer avec les riverains, associations locales, etc.</li> <li>- Pas « coloniser ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Opportunités: renouvellement urbain, lieux éphémères...</li> <li>- Etudes et diagnostics : logistique, technique, PLU(i), ressources, anticiper problèmes</li> <li>- Inclure les habitants!</li> <li>- Dès la 1ère étape inclure la participation / concertation.</li> <li>- Interroger les pouvoirs publics</li> <li>- S'inscrire dans le paysage local</li> </ul>

### Etape 4 : le démarrage

Descriptif étapes	Freins / risques	Conseils clés
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le recrutement des ouvriers (sensibilisation des prescripteurs et demandeurs d'emploi) et du personnel permanent</li> <li>- La formation des ouvriers</li> <li>- Le fonctionnement d'une activité agroécologique au quotidien</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ne pas avoir prévu RH et équipe permanente assez tôt;</li> <li>- Risques dans le recrutement;</li> <li>- Comment bien dimensionner son activité?</li> <li>- Ne pas avoir anticiper les problèmes techniques: agroécologie, saisons...</li> <li>- Ne pas avoir anticiper la mobilisation des financeurs.</li> <li>- Risques de complications liés à la trésorerie;</li> <li>- Ne pas connaître son écosystème territorial (niveau emploi, économie, etc.)</li> <li>- Quantification: exemple sorties</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recruter l'équipe permanente en amont</li> <li>- Former et accompagner les salariés permanents.</li> <li>- S'appuyer sur ses réseaux.</li> <li>- Conception avant la production -&gt; anticiper!</li> <li>- Anticiper le financement.</li> <li>- Avoir une trésorerie (fonds de roulement) la plus solide possible - vigilance à la temporalité !</li> <li>- Rester flexible, savoir s'adapter et évoluer.</li> <li>- S'appuyer sur les prescripteurs pour le recrutement (CDDI). Anticiper les variations territoriales.</li> <li>- Accepter les choix des salariés en CDDI (et permanents).</li> </ul>

## Etape 5 : la consolidation

Descriptif étapes	Freins / risques	Conseils clés
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Viabiliser l'activité (vente et autres services et sources de fonctionnement)</li> <li>- Débouchés en emploi pour les salariés en parcours</li> <li>- Diversification ou extension de l'activité</li> </ul>		

**Pour un futur guide pratique d'accompagnement des porteurs de projet, De quoi aurions-nous besoin (rubriques, informations, ressources) ?**

- Comparatif des types de conventionnement IAE (ACI, EI, AI, ETTI, etc) et les statut juridiques
- Annuaire de TOUS les partenaires par thème et par département (objectif : faciliter le repérage)
- Une cartographie des acteurs, partage d'expérience (diverses : terrain, pas terrain)
- Avoir des retours d'expériences 😊
- Aide à la recherche de financements
- Aiguiller les porteurs selon leurs trajectoires
- Boîte à Outils pour les collectivités
- Méthodologie technique sur l'AU en agroécologie (ou autre). Première visibilité des métiers
- Se réunir entre différents acteurs pour échanger = élaborer un guide le plus complet possible

## 2 - Pérenniser un modèle économique pour les chantiers d'insertion par l'agriculture urbaine avec les territoires – pistes d'action

Atelier animé par Steve Lewis, Responsable des activités transition écologique et énergétique (CRESS IdF)

### Objectifs de l'atelier

- Présenter et compléter une typologie des facteurs d'empêchement de la pérennisation des activités
- Produire des pistes d'action par type de cible

### Les personnes ressources

- Axel Detammaecker - Chargé d'études – travaille sur les modèles économiques ESS), France Active
- Jean-Luc Lecomte - Chef de projet Modèles économiques, développement et partenariats économiques - Chantier école national

Les facteurs d'empêchement de la pérennisation des activités - les difficultés à viabiliser le projet				
Facteurs économiques	Facteurs sociaux	Facteurs institutionnels	Facteurs politiques	Autres
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Volume CA</li> <li>- Débouchés</li> <li>- Modèle commercial très concurrentiel du secteur</li> <li>- Type de production à plus ou moins haute valeur ajoutée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pouvoir d'achat d'une clientèle avec revenus faibles</li> <li>- Représentations du bio</li> <li>- Habitudes alimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Financements publics</li> <li>- Financement des formations</li> <li>- ACI sont limitées par leur modèle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Défaut de soutien des collectivités</li> <li>- Politiques publiques et PAC défavorables aux petites exploitations</li> <li>- PAT (projets alimentaires territoriaux) embryonnaire</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissement RH</li> <li>- Salariés permanents : métiers particuliers « couteaux suisse »</li> <li>- Salariés en parcours : se forment et quittent la structure au bout de 2 ans</li> <li>- Météorologie : peut affecter le CA</li> <li>- Difficulté pour proposer une diversité de service =&gt; besoins de mutualisation de services ?</li> <li>- Marché Public : sensibiliser les donneurs d'ordre à la réalité de l'IAE afin qu'ils adaptent les marchés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Question de la fracture territoriale en IDF / Gentrification</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté dans l'équilibre accueil et accompagnement social et professionnel vs. rendements économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Peu de connaissance et de promotions des petites productions</li> <li>- Financement et budget fléchés et cloisonnés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tensions entre acteur de l'ESS / Agriculture urbaine et IAE</li> <li>- Terrains disponibles</li> </ul>

## Deux trajectoires possibles de pérennisation

- Quantitative : capacité de production à l'hectare, augmentation du foncier
- Qualitative : diversification des activités et des financements autres au-delà de la sensibilisation ? Innovation, team building...

## Ateliers en sous-groupes

Quels services / activités / productions / ventes à proposer par type de cible		
Citoyens	Collectivités	Entreprises
<p>Penser à un ensemble de services diverses =&gt; difficulté à quantifier : implantation de la structure dans son écosystème.</p> <p>Véritable enjeux de réussir à valoriser les structures de l'agriculture urbaine</p>	<p>Elles sont à la fois cible &amp; partenaire =&gt; valoriser les coûts éviter, l'impact économique sur une collectivité. Des coûts qu'il est possible de quantifier, ou de valoriser à travers des témoignages.</p> <p>Intervention des collectivités sur les terrains disponibles. Ex : dépollution des terrains pour les mettre à disposition des ACI</p> <p>Décloisonner les budgets des collectivités afin de proposer des projets de territoire et une coopération entre services</p>	<p>Cartographier les entreprises : TPE/PME + grandes entreprises</p> <p>Fondations</p> <p>Exemple de projet : restauration collective / entretien d'espaces verts</p> <p>Mettre au centre le projet et les compétences clefs de l'association (IAE / animation ) =&gt; valoriser toutes ces actions</p> <p>Arguments clés : RSE (bien être salariés) / efficacité</p>



### 3 - Travailler avec les OPCO pour reconnaître et faire financer les parcours de formation autour de l'agriculture urbaine – conditions, limites et dépassement des limites

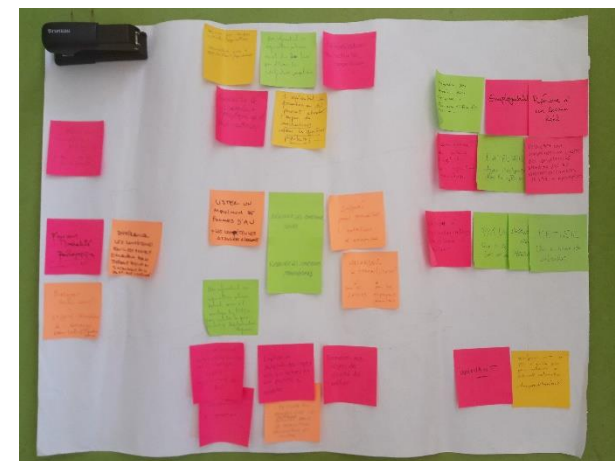
Atelier animé par María Gabriela Sáenz, déléguée régionale de CHANTIER école Ile-de-France

#### Objectifs de l'atelier

- Partager le diagnostic des problématiques actuelles en matière d'accès au financement des formations en agriculture urbaine
- Donner de premiers éléments de réponse
- Concevoir les bases d'un référentiel de formation à co-construire (groupe de travail Cultivons la ville)

#### Les personnes ressources

- Mathieu FERRE - Directeur Paris Petite Couronne, Agnès CASENAVE, Responsable Pôle Formation
- Khédidja NAMOUNE et Michael PERRUHOT – conseiller emploi formation - Uniformalion
- Ismail BEDDAR- FLES 75
- AFPA Île-de-France (sous réserve)



#### Partage du diagnostic - les problématiques de financement et de formation du point de vue de...

Des ACI	Des OPCO	Des organismes de formation
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Référentiel des compétences = volonté commune ?</li> <li>- Comment répondre aux besoins de formation ?</li> <li>- Accès au PIC pour les chantiers gérés par les collectivités</li> <li>- Risques sur les formations individualisées</li> <li>- Obligation d'avoir un refus de l'OPCO pour que Pôle Emploi finance une formation</li> <li>- Pas de financements pour les permanents (structures de plus de 50 ETP)</li> <li>- Pas de démarches régionales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoins qui dépassent l'enveloppe du PIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Obligation de certification Qualiopi (au 1 janvier 2022)</li> <li>- Pas de financements pour l'ingénierie pédagogique mutualisée</li> <li>- Critères territoriales (domiciliation différente de la résidence) pouvant poser problème pour le financement des formations</li> </ul>

De premières pistes de réponse :

- Uniformalion : PIC-IAE
- FLES de Paris : formations mutualisées
- Etudes et Chantiers IDF, des exemples : Création de la formation Mécanicien Réemploi Cycle, Mise en œuvre de l'AFEST (Action de Formation En Situation de Travail)

## 4 - Agir avec les territoires et les investisseurs pour accéder au foncier disponible – partenariats et leviers d'action à construire

Atelier animé par Anne-Cécile Daniel, coordinatrice de l'AFAUP (Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle)

### Objectifs de l'atelier

- Partager un état des lieux de la situation du foncier en IdF et des problématiques que cela pose
- Spécifier les problématiques qui se posent concrètement pour les structures de l'IAE ?
- Entamer la co-production d'une fiche pratique pour l'accompagnement des porteurs de projet en matière d'accès au foncier

### Les personnes ressources

- Laureen Chiche - Terre de Liens IDF - Chargée d'accompagnement des territoires
- Léo Voisin - observatoire ESS - CRESS IDF

### Focus sur les difficultés d'accès spécifique aux structures de l'IAE (et ESS) par type de facteurs :

Facteurs économiques / financiers	Facteurs politiques / institutionnels	Autres facteurs
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prix du foncier</li> <li>- Méconnaissance des modèles économiques</li> <li>- Coût pour rendre accessible / vivable l'exploitation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cohérence des projets et ambitions de la collectivité</li> <li>- Législation pas forcément adaptée aux projets</li> <li>- Travail sur les PLU afin d'ouvrir des possibilités d'activités agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pollution des sols</li> <li>- Acteurs prédominants (SAFER)</li> </ul>

### Fabrication fiche pratique - l'accès au foncier pour les ACI

#### Quels sont les trajectoires possibles?



Via une annonce (Le bon coin, objectif terres, SAFER etc.)



Via à un appel à projet, un appel à manifestation d'intérêt



Via la rencontre de propriétaires, utiliser son réseau

AAP : Temps pris pour répondre à AAP / avantage de caler des projets déjà conçus. Inconvénients : posture de l'émetteur (mise en concurrence, ne permet pas de nouer un partenariat). Bailleur propriétaire : porteur de projets pour occuper ces espaces

Gré à Gré : se mettre en réseau = se faire connaître/ le présenter, accélérer => trouver les bons acteurs pour l'orienter. Propriétaire : trouver des projets qui ont un sens pour son bien, et permettre de faire émerger de nouvelles idées.

Bon conseil : bon timing, attendre la structuration du projet afin de pouvoir le promouvoir

Difficulté : complexité de trouver les bons acteurs quand on est éloigné de ces sujets => chronophage

Annonces : permettre de connaître les offres au niveau macroscopique

Grosse concurrence pour développer les terrains

Eviter les « pièges » : connaître la viabilité du terrain

Propriétaire : simplicité pour vendre son terrain mais risque de trop de demandes et difficulté pour faire un tri dans les projets proposés

## ELEMENTS DE CONTEXTE DU FONCIER AGRICOLE

### En Île-de-France

- Surface agricole = 569 000 ha -> perte de 1 000 ha/an
- Nb d'exploitations = 4 700 -> réduction de 66% en 40 ans
- Taille moyenne = 110 ha -> augmentation de 74% en 20 ans
- Part des Grandes Cultures = 90% de la SAU
- Part de l'AB = 5,7%
- Prix moyen des terres = entre 7 000 et 10 000€ / ha (contre 6 000€ au niveau national)

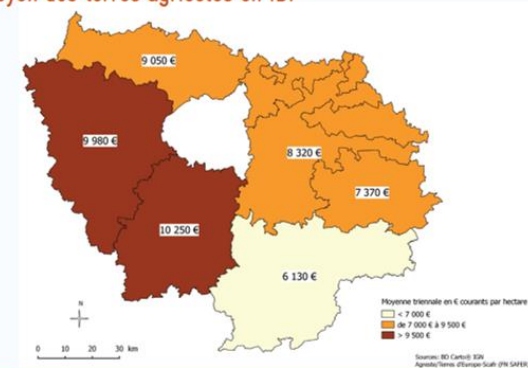
Sources : Agreste - Memento régionale 2019 ; Observatoire de l'agriculture biologique en IDF du GAB IDF

Terre de Liens Île-de-France



## ELEMENTS DE CONTEXTE DU FONCIER AGRICOLE

### Prix moyen des terres agricoles en IDF



Terre de Liens Île-de-France



## ELEMENTS DE CONTEXTE DU FONCIER AGRICOLE

### 3 problématiques du contexte foncier francilien à retenir

- Diminution de la SAU au profit de l'urbanisation
- Prix élevé des terres agricoles
- Concentration des terres avec l'agrandissement

=> Difficultés d'accès au foncier : principaux freins à l'installation

Terre de Liens Île-de-France



## ELEMENTS DE CONTEXTE DU FONCIER AGRICOLE

### Foocus sur le rôle de la SAFER

Acquérir et orienter des biens pour une valorisation naturelle, agricole et forestière

Maîtrise foncière (acquisition à l'amiable, préemption)

Gestion de biens (recherche de locataires)

Terre de Liens Île-de-France





## 5 - Les débouchés pour les salariés en insertion par l'agriculture urbaine - les besoins des employeurs agricoles, de l'alimentation et de l'environnement

Atelier animé par Julien NEIERTZ (Sphérik & Co)

### Objectifs de l'atelier

- Identifier les métiers accessibles à partir de l'agriculture urbaine par type de secteurs
- Lister les compétences transférables des parcours en insertion en Agriculture urbaine
- Les relier aux métiers tout en analysant les obstacles à l'accès à ses métiers pour les salariés d'insertion issus de l'agriculture urbaine
- Proposer un argumentaire pour convaincre les entreprises

### Les personnes ressources

- Anna Six - Chargée de mission Sensibilisation & Coordination - Abiosol
- Laureen Planchon - Chargée de mission IAE - Relation entreprises à secteurs en tension - GRAFIE mission passerelle entreprises
- Naal Naarayanan - chargé de développement Idf - Les Cols Verts

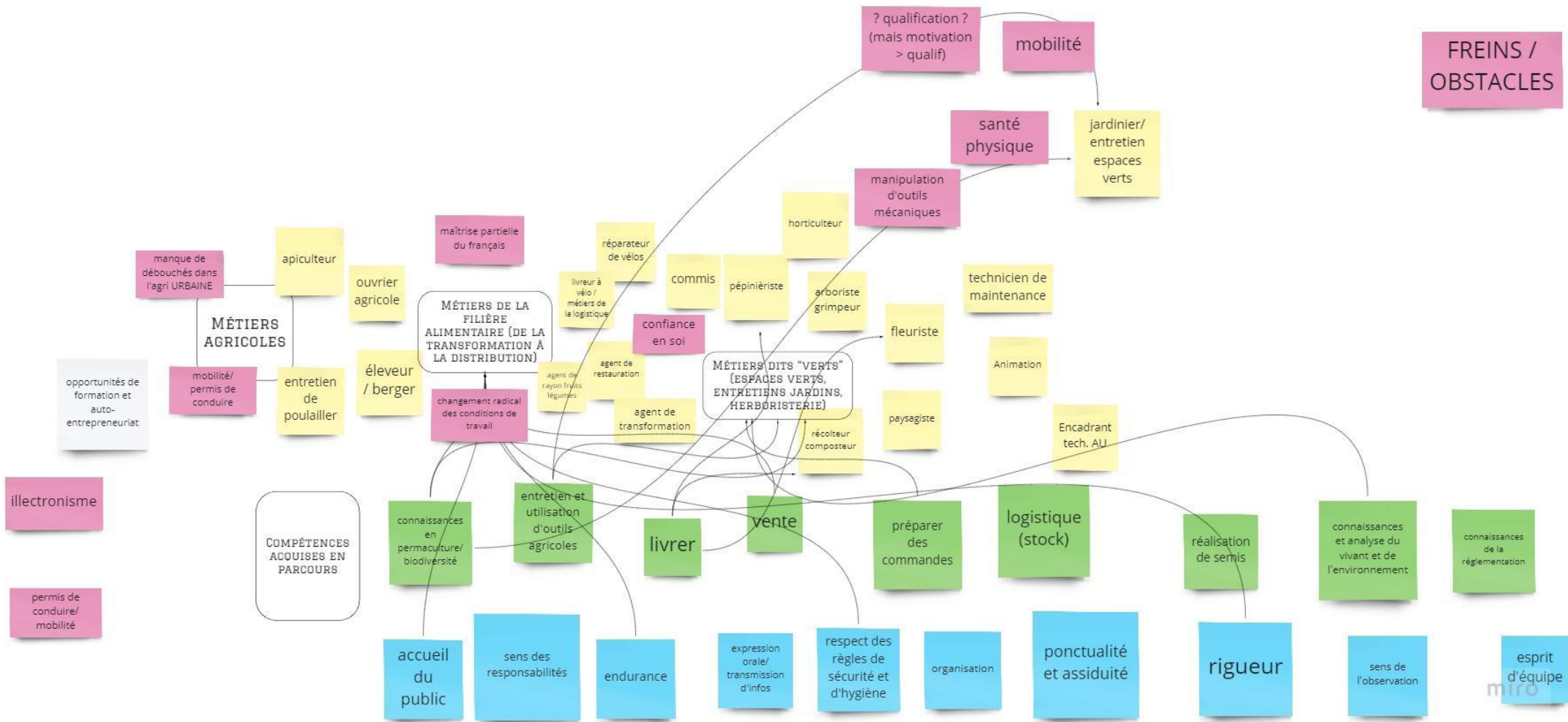
### Quels sont les arguments pour convaincre les entreprises de développer des relations partenariales avec les acteurs de l'insertion pour répondre aux besoins de recrutement ?

- motivation et endurance
- envie d'apprendre
- polyvalence
- adaptabilité
- respect du collectif

### Quelles actions avec l'appui de Cultivons la ville ?

- vérifier la faisabilité des débouchés
- développer les relations entreprises
- plateforme de mise en lien
- visites de sites
- diffuser et centraliser les OF (formations modulaires)
- recenser auprès du réseau les sorties en emploi

convier les entreprises à un prochain forum/événement/job dating



## 6 - Leviers et outils pour consolider et développer le réseau des acteurs Cultivons la ville

Atelier animé par Tara Bushe, chargée de Cultivons La Ville, et Maria Gabriela Saenz, déléguée régionale de CHANTIER école Ile-de-France

### Objectifs de l'atelier

- Partager un diagnostic sur le projet Cultivons la ville et son action aujourd'hui
- Se projeter sur l'avenir de Cultivons La Ville à court et moyen terme
- Envisager les modes d'action à venir de Cultivons La Ville

Diagnostic partagé du projet Cultivons la ville	
Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"><li>- Animation en matière d'insertion par l'agriculture urbaine</li><li>- Mutualisation des formations (ex. techniques agricoles, etc.)</li><li>- Accompagnement des porteurs de projet.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Faible interconnaissance avec les acteurs de l'agriculture urbaine</li><li>- Besoins des structures d'insertion pas assez précis et lisibles</li><li>- Manque de communication sur les services offerts par CLV.</li></ul>

### L'avenir de Cultivons La Ville

- Créer un guide pratique pour outiller les acteurs de l'agriculture urbaine
- Mettre en place des formations mutualisées favorisant une montée en compétences collective
- Recenser les actions d'agriculture urbaine (cf. Observatoire) ⇒ Contribuer à l'augmentation des projets en IDF
- Renforcer l'action de communication autour des avantages et des services offerts par CLV (hors SIAE également)
- Sensibiliser plus de collectivités !
- Développer de nouveaux partenariats
- Identifier les enjeux politiques et faire le lien
- Favoriser l'identification du statut des structures faisant de l'agriculture urbaine ⇒ Favoriser leur reconnaissance ⇒ Les rendre pérennes
- Faciliter le financement des actions (risques d' « usines à gaz »).
- Contribuer à l'augmentation du nombre de projets en IDF
- Former des groupes de travail thématiques et continuer de réfléchir aux sujets abordés lors de ce 1er forum CLV
- Être le porte-parole des ACI en agriculture urbaine
- Enrichir la connaissance pour faciliter la mise en œuvre de projets + fonds documentaires (carto, fiches techniques, etc.)
- Un projet politique et un champ d'intervention clair
- Un décloisonnement + ouverture à l'ensemble du secteur de l'agriculture urbaine (pas seulement insertion) / élargir et faire reconnaître le réseau d'acteurs
- Un espace de réflexion commune (plaidoyer) / identifier les besoins : plaidoyer pour lever les obstacles





